

**Convention concernant la mise en place de frais de gestion dans le cadre administratif****Entre**

La commune d'Aubenas, représentée par le Maire, Jean-Yves MEYER, Maire, autorisé à cet effet par la **délibération n° 2026-** du Conseil Municipal en date du 29 janvier 2026, dénommée commune dans la présente convention.

**Et**

Le Centre Communal d'Action Sociale d'Aubenas, représenté par la Vice-Présidente, Cécile FAURE, autorisée par la **délibération n°** du Conseil d'Administration en date du et désigné ci-après « organisme d'accueil »,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°20 du 22 septembre 2022 fixant le remboursement de frais de gestion par le CCAS au profit de la mairie d'Aubenas à compter du 1/01/2022 pour 3 ans,

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :****Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition**

La Mairie d'Aubenas renouvelle la convention portant sur le reversement par le CCAS à la commune de frais de gestion concernant la gestion administrative partielle du CCAS dans les domaines suivants : finances, ressources humaines, direction du Pôle Cohésion Sociale et direction générale.

Ce renouvellement est fait pour un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

**Article 2 : Conditions d'emploi**

Le temps consacré à la gestion des dossiers administratifs du CCAS se quantifie de la manière suivante :

<b>Emploi / fonction</b>	<b>Cadre d'emplois</b>	<b>% temps de travail mis à disposition</b>
Direction Générale des Services	<b>Emploi fonctionnel</b>	<b>2% d'un temps complet</b>
Direction du Pôle Cohésion Sociale	<b>Attaché territorial</b>	<b>4% d'un temps complet</b>
Direction Pôle finance / achats	<b>Attaché territorial</b>	<b>2% d'un temps complet</b>
Direction Pôle ressources humaines	<b>Attaché territorial</b>	<b>2% d'un temps complet</b>

La commune se réserve le droit de contrôler et d'évaluer les activités qui seront exercées par les agents pour l'organisme d'accueil, afin de s'assurer qu'elles correspondent au grade et à l'emploi qu'ils occupaient préalablement à leur mise à disposition.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) des agents est gérée par la commune.

### **Article 3 : Rémunération**

Versement : la commune versera aux agents la rémunération correspondant à leur grade d'origine (traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi – heures supplémentaires, astreintes etc...).

Remboursement : l'organisme d'accueil remboursera à la commune, au vu d'un état annuel validé et co-signé par l'exécutif des deux structures, dûment habilité, le montant des rémunérations et charges sociales des agents mis à disposition.

Toute modification sur la part pris en charge par l'organisme d'accueil fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

### **Article 4 : Fin de la convention**

Ces dispositions peuvent prendre fin :

- avant le terme fixé dans l'article 1 de la présente convention, par chacune des parties lors du renouvellement tacite annuel, dans le respect d'un préavis de deux mois, envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception,
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par les intéressés est créé ou devient vacant au sein de l'organisme d'accueil,
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

### **Article 5 : Contentieux**

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives - 184 Rue Duguesclin - 69433 LYON cedex 3) dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 6 : Election de domicile**

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

- pour la collectivité d'origine à Mairie d'Aubenas - 4 Place de l'Hôtel de Ville - 07200 AUBENAS
- pour la collectivité d'accueil à CCAS Mairie annexe - 10 Rue Georges Couderc - 07200 AUBENAS

Fait à Aubenas,  
Le

Pour la **collectivité d'accueil**,

La Vice-Présidente  
Cécile FAURE

Fait à Aubenas,  
Le

Pour la **collectivité d'origine**,

Le Maire  
Jean-Yves MEYER